

## **Pour la satisfaction des revendications, pour en finir avec les contre-réformes: L'ennemi qu'il faut combattre et défaire, c'est le gouvernement Chirac-Raffarin**

Le 10 mars, à l'appel commun de leurs organisations, plus d'un million de travailleurs et jeunes ont manifesté leur volonté de combattre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa politique. Ce n'était pourtant pas le but des organisateurs, qui ne formulaient ni vraie revendication ni objectif, sinon celui, répété à l'envi au soir du 10, de se faire « entendre ».

Mais le gouvernement n'est pas sourd : il est à l'écoute et au service du capital financier, du Medef.

Au lieu de chercher à « s'entendre » avec lui les dirigeants syndicaux, le PS, le PCF, doivent rompre avec lui et lui opposer leur front uni pour le combattre et le vaincre. C'est la clé de la situation.

### **Une première échéance : le projet de loi Fillon sur l'éducation doit être voté le 24 mars !**

En manifestant à 200 000 le 8 mars, les lycéens ont maintenu leur revendication : retrait du projet de loi Fillon. Le gouvernement a reporté la « réforme » du bac, parce que le combat des enseignants et des lycéens a amené les directions syndicales à quitter le groupe de travail chargé de l'appliquer. Mais le projet de loi maintient le principe du contrôle continu pour tous les examens, dont le bac !

La « réforme » du bac est la partie émergée de l'iceberg du projet de loi, qui vise à atomiser et contractualiser les moyens, les programmes, et les services des enseignants établissement par établissement.

Mais alors que depuis des semaines des centaines d'enseignants, la « coordination lycéenne », ont indiqué l'objectif : manifester centralement à l'Assemblée nationale, les directions syndicales ont multiplié les

journées d'actions éclatées, régionales, et se sont opposées à ce que les manifestants aillent à l'Assemblée (notamment le 15 février à Paris lors de sa discussion), pour la protéger des jeunes et des personnels. C'est aussi dans ce but que le gouvernement a supprimé la seconde lecture de ce projet.

Cependant, il doit être voté définitivement par la « majorité » UMP le 24 mars. Or les directions syndicales appellent à une énième journée d'action le 15 mars et veulent préparer une « manifestation nationale »... pour avril, après le vote final ! Leur responsabilité est totale : ou ils appellent toute la profession à monter à Paris le 24, à l'Assemblée pour interdire à la « majorité » UMP de voter le projet de loi, ou ils prendraient l'entière responsabilité de ce coup porté à l'enseignement public, aux personnels.

### **A un million, les manifestants ont dit : assez de la politique du gouvernement !**

Le gouvernement Chirac-Raffarin continue d'appliquer son programme : il applique la « réforme » de l'assurance maladie, celle d'EDF-GDF, poursuit les privatisations, bloque les salaires des fonctionnaires, étrangle les hôpitaux, accroît la misère. Alors que le chômage est massif, il fait voter le projet de loi Morange, qui allonge pour la première fois depuis Pétain la durée du travail.

Mais les directions syndicales, le PS et le PCF, qui disent rejeter cette politique, s'y associent partout, négocient son application. Ainsi le plan Borloo qui aide les licenciements, le projet Morange d'allongement du temps de travail, ne peuvent s'appliquer qu'au travers d'accords majoritaires de branche, d'entreprise. Alors les directions confédérales doivent exiger l'abrogation de la « réforme » du temps de travail, appeler au boycott à tous les niveaux des négociations d'application de ces textes !

Les travailleurs veulent aussi, nombre de grèves ouvrières récentes (PSA Aulnay, Airbus) l'attestent, que soit rattrapé le pouvoir d'achat perdu notamment avec la baisse des salaires réels fruit des lois Aubry, l'instauration de l'euro, la spéculation immobilière, la hausse des impôts locaux.

Les directions syndicales doivent revendiquer : rattrapage du pouvoir d'achat réellement perdu, combattre dans l'unité à cette fin. Cela implique que les directions des fédérations de fonctionnaires doivent refuser de rencontrer le ministre Dutreil qui les invite à discuter « sans tabou » des « pistes de réforme », c'est-à-dire de la destruction de la grille des salaires de la fonction publique.

On ne peut obtenir satisfaction de ces revendications, en finir avec cette politique, qu'en infligeant une défaite au gouvernement, au Medef. Là est la responsabilité des dirigeants des organisations du mouvement ouvrier.

### **Et maintenant ?**

Thibault (CGT) a annoncé des « suites » au 10 mars. Les appareils dressent pourtant déjà le couvert des journées d'actions à répétition qui a mené à la défaite en mai juin 2003. Pourquoi ce dispositif, sinon parce que chez les dirigeants syndicaux, le PS, le PCF, « personne ne remet en cause la légitimité du parlement » (Mailly, FO) ? *Le Monde* du 11 mars souligne : « *Le gouvernement a la « chance » d'avoir face à lui des organisations syndicales responsables* ». Le devenir du gouvernement est entre les mains des directions syndicales, du PS, du PCF. Et le camouflet de la

direction CGT sur la « constitution » européenne l'indique : les directions syndicales ne font pas ce qu'elles veulent.

Le 10 mars, les travailleurs ont répondu en masse à l'appel de leurs organisations. Nul doute qu'ils répondraient positivement l'appel des directions CGT, FO, FSU, du PS, du PCF, dans l'unité, à la montée de la classe ouvrière, de tous les travailleurs, de la jeunesse, à un million et plus à l'Assemblée nationale pour exiger : assez de cette politique ! Dehors la « majorité » UMP-UDF et Chirac!

*La rupture des organisations ouvrières avec le gouvernement, la réalisation de leur front unique contre lui permettrait de le balayer, et que vienne au pouvoir un gouvernement issu de ce front, appuyé sur la mobilisation des masses, pour appliquer une politique conforme aux besoins des travailleurs, de leurs familles. Pour cela, il faut rompre avec les exigences du capital et s'engager dans la voie qui mène au socialisme. C'est pour quoi combat le Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire. Prenez contact, Rejoignez-nous !*

Supplément à *Combattre pour le Socialisme* n°18, bulletin du Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Directeur de publication Olivier Lestang - Contact : S.Selleron, 6 rue du Dauphiné, 91300 MASSY – Web : <http://socialisme.free.fr>